



Pour diffusion immédiate : 09/06/2025

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL DÉVOILE DE NOUVELLES DONNÉES QUI MONTRENT LES FORTES AUGMENTATIONS QUE CONNAÎTRONT LES PRIMES MENSUELLES D'ASSURANCE MALADIE DES NEW-YORKAIS SI LE PROJET DE LOI « BIG UGLY BILL » DU PARTI RÉPUBLICAIN EST ADOPTÉ**

*Si les crédits d'impôt améliorés prévus dans le cadre du plan de relance américain sont supprimés et que d'autres modifications sont adoptées, plus de 240 000 New-Yorkais seraient concernés par les augmentations des primes d'assurance*

*En moyenne, les frais pourraient augmenter de plus de 228 dollars, soit une hausse de 38 % pour un couple, en raison de la suppression du crédit d'impôt amélioré*

*Quelque 65 000 à 80 000 New-Yorkais, soit environ un tiers des bénéficiaires, pourraient perdre leur couverture sur le marché individuel*

*La répartition géographique des augmentations est [disponible ici](#) ; la répartition des circonscriptions électorales est [disponible ici](#)*

La gouverneure Kathy Hochul a publié aujourd'hui de nouvelles données qui montrent les effets monstrueux qu'aurait l'adoption du projet de loi de réconciliation budgétaire « Big Ugly » du Parti républicain sur les familles new-yorkaises. Ce projet de loi menace de nuire gravement à la prise en charge des soins de santé de millions de New-Yorkaises et de New-Yorkais. Il va non seulement [augmenter le nombre de personnes non assurées de 1,5 million et supprimer 13,5 milliards de dollars au budget annuel du système de santé new-yorkais](#), mais aussi se traduire par des augmentations des primes d'assurance maladie privées pour les New-Yorkais les plus vulnérables et faire peser une charge excessive sur les bénéficiaires de l'État de santé de New York (NY State of Health), le marché officiel des plans de santé de l'État de New York.

« Le projet de loi « Big Ugly » du Parti républicain risque de réduire considérablement la couverture des soins de santé dont bénéficient aujourd'hui des millions de New-Yorkais et de faire augmenter les frais mensuels de plusieurs centaines de dollars, **a déclaré la gouverneure Hochul**. Si la délégation républicaine de New York ne prend pas à cœur de défendre ses propres électeurs, c'est moi qui le ferai. »

Dans tous les États-Unis, les prestataires de soins de santé, les assureurs et les dirigeants d'État tirent la sonnette d'alarme en soulignant que cette proposition de loi réduirait de plusieurs milliards de dollars l'aide fédérale aux soins de santé. Non contente de compromettre, voire de supprimer totalement l'assurance maladie des 1,6 million de bénéficiaires du programme Essential Plan dans l'État de New York, cette loi entraînerait une hausse importante des coûts pour de nombreux contribuables détenteurs d'une assurance maladie privée. À elle seule, la suppression des crédits d'impôt améliorés sur les primes prévus par le plan de sauvetage américain (American Rescue Plan) augmentera, à l'échelle de l'État, le coût net moyen des primes de [38 pour cent environ pour 140 000 foyers ou personnes à faible revenu](#) détenteurs de plans de santé achetés sur le marché de l'État. Cela correspond à une augmentation de 114 dollars par mois, pour une personne et de 228 dollars pour un couple.

Veillez trouver ci-dessous un résumé des augmentations de primes prévues en raison de la suppression des crédits d'impôt améliorés sur les primes prévus par le plan de sauvetage américain à l'échelle de l'État :

Région	Augmentation du coût mensuel moyen pour un couple (\$)	Augmentation du coût mensuel moyen pour un couple (%)
New York City	\$211	38%
Mid-Hudson	\$206	31%
Long Island	\$219	32%
Capital Region	\$231	33%
Western New York	\$267	38%
Central New York	\$256	43%
Finger Lakes	\$248	42%
Mohawk Valley	\$270	49%
Southern Tier	\$265	48%
North Country	\$253	44%

Pour tout l'État	\$228	38%
------------------	-------	-----

Les effets combinés de cette suppression des crédits d'impôt améliorés sur les primes et d'autres mesures prévues dans le projet de loi de réconciliation budgétaire proposé par le parti républicain à la Chambre des représentants des États-Unis excluront un plus grand nombre de consommateurs en bonne santé des systèmes d'assurance, laissant derrière elle une population en moins bonne santé et entraînant de nouvelles hausses des taux. Ces initiatives enclencheront une spirale infernale de hausse des coûts de l'assurance et d'accès réduit à une couverture pour les particuliers et les familles.

**Le Dr James McDonald, commissaire à la santé de l'État de New York, a déclaré :**  
« Les coupes budgétaires proposées au niveau de la prise en charge des soins de santé nuiront à tout le monde. Elles placent l'assurance maladie hors de portée des New-Yorkais actifs. Elles réduisent à néant tous les progrès que nous avons instaurés pour garantir aux New-Yorkais une prise en charge abordable et accessible de leurs soins de santé. Lorsque les gens perdent leur assurance maladie, ils risquent de renoncer à des soins de santé nécessaires ou de s'endetter pour en bénéficier. »

La suppression de ces crédits d'impôt ne devrait pas seulement augmenter les primes d'assurance pour les particuliers et les familles à faibles revenus qui en bénéficient, mais risque aussi d'entraîner la hausse des tarifs d'assurance pour les plus de 100 000 New-Yorkais détenteurs d'une couverture achetée auprès du marché commercial individuel qui ne bénéficient pas du crédit d'impôt. Les assureurs pensent que ces clients et leurs familles subiront une hausse de 4,3 pour cent de leurs taux d'assurance l'an prochain, à cause de la suppression de ces crédits.

Selon les premières estimations, la proposition de loi pourrait entraîner la perte de couverture d'assurance maladie pour 65 000 à 80 000 personnes, soit près d'un tiers des bénéficiaires sur le marché individuel. Beaucoup d'autres assurés devront entreprendre de nouvelles démarches administratives de longue haleine qui compliquent l'accès à la couverture d'assurance maladie et son renouvellement.

La proposition de loi priverait également New York de sa flexibilité et de son autonomie dans la gestion de son propre marché et dans la satisfaction des besoins de ses citoyens, imposant à l'État de nouvelles charges administratives lourdes et coûteuses. L'État s'attend à ce que la mise en place des changements administratifs exigés par la proposition de loi entraîne plus de 10 millions de dollars de dépense.

**La directrice exécutive de NY State of Health, Danielle Holahan, a déclaré :** « Nous sommes terriblement inquiets quant aux effets cumulés que peut avoir cette proposition de loi, notamment si elle s'ajoute à la suppression des crédits d'impôt sur les primes. En limitant les critères d'éligibilité qui permettent aux New-Yorkais de bénéficier d'une aide financière, nous obligeons les gens à dépenser davantage pour les consultations médicales, les médicaments et les soins de santé mentale. Les prestataires qui ont déjà

du mal à joindre les deux bouts, notamment dans les régions rurales de notre État, risquent de ne pas être en mesure de poursuivre leurs activités dans cette conjoncture, ce qui limitera encore l'accès des New-Yorkais aux soins de santé. »

Au cours des 12 dernières années, New York a connu un immense succès dans la gestion de son marché : actuellement, 6,7 millions de personnes bénéficient d'une couverture, et l'État affiche le taux de personnes non assurées le plus bas de tous les grands États des États-Unis, puisqu'il est inférieur à 5 %. Ce projet de loi tirerait un trait sur des décennies d'acquis sociaux visant à rendre l'accès aux soins de santé plus abordable et plus facile, tout en mettant en jeu la santé des citoyens de tout l'État.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418  
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :  
[ny.gov/signup](http://ny.gov/signup) | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

[SE DÉSABONNER](#)